

Jacques Bichot pour Mark Samba (Atlantico) 15 juillet 2020

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3591133/jean-castex-remet-l-etat-sur-tous-les-fronts-mais-esquive-l-efficacite-des-milliards-investis-crise-economique-rentree-coronavirus-covid-19-premier-ministre-crise-econo>

1/ Quelles limites doit-on poser au quantitative easing proposé par le gouvernement comme solution à la crise économique qui s'annonce ?

Qui est le « on » de « doit-on poser ? » Trois groupes d'acteurs sont à la manœuvre :

> Les gouvernements, qui se proposent d'emprunter massivement pour distribuer des aides aux entreprises et, via divers organismes, à certains ménages. Pour eux, il s'agit d'une part de montrer qu'ils agissent, de façon à donner le sentiment que : « oui, il y a bien un pilote dans l'avion ». Et il s'agit d'autre part de résorber le chômage et le sous-emploi, de dynamiser l'économie, de limiter le nombre de situations de pauvreté, parce que c'est leur devoir, et parce que c'est le moyen de rester au pouvoir.

> Les entreprises et les administrations, qui doivent rester ou redevenir « solvables », c'est-à-dire capables de dépenser pour faire tourner la machine et pour rembourser au moins partiellement leurs créanciers, au lieu de déposer leur bilan – cas des entreprises – ou de ne plus pouvoir payer les fonctionnaires et les fournisseurs – cas des administrations).

> Le système bancaire, avec ses deux catégories d'établissements : les Banques centrales et les banques commerciales, dites « de second rang » parce que chapeautées par les premières.

Les gouvernements sont coincés : le confinement, qui pèse lourdement sur l'activité économique et l'emploi, est la méthode la plus à leur portée pour limiter les cas d'infection par le virus. Il existe certes des pays dont les dirigeants avaient été moins imprévoyants que ceux de la France et dont les systèmes de santé étaient plus « agiles », comme l'Allemagne ou la Corée du Sud. Il en existe aussi, hélas, qui n'ont pas les moyens de faire grand-chose. Résultat, la crise économique est planétaire, comme la crise sanitaire. Les pays qui le peuvent vont recourir massivement au « quantitative easing », c'est-à-dire à la création monétaire chapeautée par des banques centrales réputées « sérieuses ». D'autres vont faire tourner la planche à billets dont disposent des banques centrales assez inféodées au pouvoir politique.

Dans le premier cas, le problème sera la création d'une fausse richesse, sans inflation suffisante pour limiter la croissance du pouvoir d'achat apparent : les ménages sembleront globalement très riches, parce qu'ils épargneront bien au-delà de l'investissement réalisé. Des aides ressemblant à de la « monnaie hélicoptère » seront distribuées aux plus modestes. Le problème sera de sortir de cette situation. Mais pourquoi nos dirigeants s'en soucieraient-ils ? Ils ne seront peut-être plus au pouvoir ; aux successeurs de faire le sale boulot et de leur redonner le manche une fois la situation assainie, les électeurs étant mécontents de ne plus se sentir riches !

Le mensonge habile est un comportement politique assez payant pour les dirigeants qui y ont recours. Or la création monétaire excessive est un mensonge facile à mettre en œuvre quand les banques centrales réputées sérieuses sont acquises à l'idée qu'elles doivent désormais tenir pour bon ce qui était classiquement considéré comme une abomination. C'est le cas actuellement en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. En ce qui concerne la Banque centrale chinoise, je n'ai pas les informations requises pour me prononcer sans hésitation, mais j'ai plutôt le sentiment qu'elle agira, *mutatis mutandis*, comme ses trois consœurs.

Ensuite ? Eh bien, il est rare que des montagnes de créances placées face à des collines de biens réels ne finissent pas, un jour, par s'effondrer sur elles-mêmes. Sera-ce dans 3 ans, 5 ans, 10 ans ou 20 ans, je n'en sais rien, mais rien n'est éternel, pas même la crédulité qui permet aujourd'hui au faux-semblant crypto-monnaies d'être pris pour argent comptant et au *quantitative easing* d'être considéré comme un remède miracle.

2/ En concentrant les aides sur les entreprises, quelles menaces l'Etat fait-il peser sur la relance économique française ?

Donner des bouteilles d'oxygène aux entreprises qui risquent fort de mourir d'asphyxie est nécessaire. Ceci étant, il y a deux ingrédients nécessaires aux alpinistes qui veulent atteindre le sommet de l'Everest : une bouteille de ce précieux gaz, mais aussi le masque et le détendeur qui servent à l'inhaler. Sans cette pièce, votre stock d'oxygène est inutilisable, vous n'avez plus qu'à redescendre au camp de base !

Les aides aux entreprises sont les bouteilles d'oxygène. Pour en tirer profit, il faut un élément supplémentaire : le détendeur, ce qui rendra utile le stock d'oxygène – les milliards d'aide – c'est la réforme juridique et administrative. Sans elle, les milliards ne serviront à rien, ils n'enrichiront pas le sang qui apporte aux muscles le précieux comburant. La France, et bien d'autres pays, souffrent d'anémie parce que la sphère administrative les a enserrés dans un entrelacs de règles qui ne leur permet pas de donner le meilleur d'elles-mêmes. Si les aides ne sont pas accompagnées par une simplification drastique de notre droit et de nos procédures administratives, les aides financières accordées par l'Etat ne serviront qu'à faire vivre des entreprises dépendantes.

Le problème est délicat, car il s'agit d'une réforme structurelle. Des décennies d'accumulation de règlements en tous genres ne s'effacent pas d'un coup de baguette magique. Le code du travail et quelques autres devront être allégés des trois quarts des dispositions qu'ils contiennent. La mentalité de centaines de milliers de fonctionnaires devra évoluer, et cela ne risque pas de se faire par décret : il faut que le management des structures administratives adopte une nouvelle conception de son rôle, et amène les fonctionnaires de rang plus modeste à se comporter de façon intelligente, disons selon l'esprit plutôt que selon la lettre.

Si l'Etat ne se remet pas en question, s'il persiste à croire que son rôle est d'aider financièrement les entreprises tout en maintenant une administration pléthorique ayant mission de faire appliquer une législation et une réglementation manquant cruellement de bon sens et de souplesse, l'argent distribué sera cauté sur jambe de bois.